

Ceci est de la libre expression, n'hésitez pas à dire stop ou encore !

Jean-Jacques Rey

sites Internet : [www.jj-pat-rey.com](http://www.jj-pat-rey.com)

<http://perso.wanadoo.fr/j-j.rey-feuxdelamer/index.html>

---

## **Sommaire :**

### **- MONDE DE BRUTES**

*par Jean-Jacques Rey*

### **- LE PROGRAMME DU PS : dominé par le social-libéralisme**

*par Raoul-Marc Jennar*

### **- APPEL POUR UN RASSEMBLEMENT ANTILIBÉRAL DE GAUCHE ET DES CANDIDATURES COMMUNES**

*par collectif d'initiative citoyen*

### **- POURQUOI JE NE VOUS SOUTIENDRAI PAS (lettre à Clémentine Autain)**

*par Gilles Delcuse*

### **- VIOLENCES ET JEUNESSE**

*par Guy Crequie*

---

## **MONDE DE BRUTES**

On pourra dire ce qu'on voudra, nous sommes dans un monde de brutes et ce sont elles qui définissent les rapports de force, tout autant au niveau international qu'au niveau local. Il ne faut pas nier la réalité : nous sommes régis, dans la civilisation actuelle, par un « Système » qui a pour effet majeur de transformer les Hommes en bêtes. Il est dit économique mais il touche en fait à toutes les facettes de l'activité humaine. Il ne faut pas oublier aussi cela : le « Système »

ne peut fonctionner qu'avec la complicité, au moins passive, des citoyens qui forment les peuples, et dans une majorité de pays indépendants, les textes fondamentaux (constitutions et autres) donnent le pouvoir souverain aux peuples. Ceux qui nous gouvernent n'ont qu'une délégation de pouvoir temporaire : ce dont ils ne se rappellent vraiment qu'aux élections, nous pouvons le constater souvent ! Il nous appartient donc de prendre notre destin en main, vous et moi ; et ; c'est bien ce que craignent les maîtres du monde et leurs valets : ceux qui se sont faits puissants sur le dos de leurs concitoyens, en les dupant la plupart du temps. Ainsi se sentent-ils menacés, dans le principe même de leur domination, par un nouvel outil de communication : Internet, qui les dépasse totalement et dont ils tentent de prendre le contrôle, avec un mépris évident des droits de l'Homme (pédophiles et terroristes ont bon dos !). Avec sa législation, la France : pays mythique des droits de l'Homme, est en pointe sur le sujet.

On pourra dire ce qu'on voudra, la Résistance en Irak est largement à créditer de la victoire électorale contre le clan Bush qui n'a pas hésité à défier le monde. Je tiens à préciser que je n'approuve nullement les méthodes de cette guérilla qui n'a aucun respect pour la vie humaine, mais il faut avoir l'honnêteté de reconnaître les résultats, et, ce comportement a déjà payé souvent de par le passé. Les français en savent quelque chose, particulièrement depuis les années 50... Regardez aussi du côté de l'Himalaya, vers le Népal où la guérilla communiste s'impose ces jours-ci, etc. Personne ne pourra dire qu'il l'apprend et qu'il n'a pas été prévenu ! Les américains ont enfin compris qu'il fallait se débarrasser de cette bande de psychopathes qui les gouvernent à l'heure actuelle. J'espère maintenant qu'ils iront jusqu'au bout : ce président Bush junior devrait être traduit devant une haute cour de justice pour mensonge d'état, tromperie, collusion et trahison des intérêts nationaux, ou du moins, il mérite amplement une procédure « **d'Impeachment** » : en d'autres termes, être destitué par le Congrès des USA ; quant au néo-nazi Rumsfeld, chargé du département d'état à la défense : cet « archange justicier » qui voulait donner des leçons à la « vieille Europe », je n'en parle même pas ! Lui, il nous a carrément refait Sobibor à Guantanamo : comme défense du Bien contre le Mal, c'est une référence ! L'ex président de Yougoslavie et Serbie : défunt Milosevic, n'a pas fait mieux, et il a bien été traduit, lui, devant le Tribunal Pénal International de la Haye ! Les institutions internationales telles que l'ONU n'en auront que plus de crédibilité quand cessera le « deux poids deux mesures » pour la justice mondiale et ceci vaut particulièrement au Proche Orient où un conflit séculaire influe très négativement dans les relations internationales. Maintenant Israël en est réduit à installer des fachos au gouvernement pour gagner une guerre qu'ils ne gagneront pas ! C'est sans doute la meilleure façon de répondre au désespoir du peuple palestinien, exploité par les mouvements de résistance radicaux...

On pourra dire ce que l'on voudra, en France, ni plus ni moins, on est en train de nous préparer un retour à l'état fasciste. C'est tout l'objet du débat, le sujet de discorde entre les gaullistes de la vieille garde : esprits plutôt paternalistes et les jeunes loups (en majorité quinquagénaires) qui sont, eux, des néo-conservateurs, et comme chacun sait, pro-Bush(men ou girls). Ils profitent du fait, qu'aujourd'hui comme hier, le monde est rempli de braves gens qui adhèrent à un ordre moral et croient en cela, servir Dieu et la Nation... Ils ont besoin d'être rassurés, légitimés dans leurs biens, et édifiés sur le pourquoi de leur existence, ces gens-là. A ces fins, tout naturellement, ils exigent un ordre social, strict, et la permanence des repères, aussi bien dans le domaine culturel qu'économique. Ces braves gens comprennent rarement que la Vie est une perpétuelle évolution, et que les repères, même « immuables », changent... Ceux qui les manipulent, comme notre distingué ministre de l'Intérieur du moment : Sarkozy, le savent bien, et ils espèrent encore tirer parti de ce fond de commerce électoral. La Droite, pour moi, c'est le bloc des hommes (et femmes) liges qui avancent avec des œillères, sur un chemin tout tracé ; mais le camp des socialistes blairistes ne vaut guère mieux : en définitive, ces esprits versatiles, torturés par d'ineffables contradictions, veulent priver les masses populaires d'un véritable choix de société, comme chez les anglais, les allemands, les japonais ou les canadiens... Etc. Tout ce beau monde est à la botte de la finance internationale qui dirige le monde actuel : un pouvoir démesuré, tout à fait artificiel et spécieux. Ceux qui remettent en cause leurs visions : cette construction du monde abracadabrante et suicidaire, sont devenus leurs véritables bêtes noires, et ils n'ont pas assez de mots durs contre eux, parce que le mépris ou l'indifférence ne suffisent plus. Nous en voyons tous les jours, une retranscription dans les médias sous contrôle économique. **Nous sommes arrivés à un tournant de notre histoire, sociale et politique, ici et dans le monde.** Plus que jamais le peuple de Gauche, en France, doit se rassembler et voter pour la vraie Gauche, aux prochaines élections. Nous avons été floués pendant assez longtemps...

« Il pourra dire ce qu'il voudra, de toute façon, il l'a dans l'os, il l'est déjà : dominé ! »... Voilà l'argument choc de ceux qui abusent de leur pouvoir, et plus souvent qu'on ne l'imagine, en bafouant sans vergogne la plus élémentaire morale, et incidemment les droits fondamentaux de la personne humaine. Il n'y a pas besoin d'aller en Chine ou Birmanie pour voir cela ; d'ailleurs les américains viennent de le comprendre : mieux vaut tard que jamais. Moi, je l'ai constaté ici à mes dépens, dans ce fameux Pays Rochefortais, héritier de la tradition royale (dans tous les sens du terme : autant historique que politique !) où certains édiles qui se targuent de défendre les Droits de l'Homme, sont les premiers à se

torcher le cul avec. Les grands « féodaux » politiques ne travailleront véritablement pour le peuple que lorsqu'ils seront en permanence sur un siège éjectable, c'est à dire révocable au moindre impair. De là à inventer une autre république, pourquoi pas, du moment que la nouvelle constitution intègre (et de manière très explicite) les **droits économiques, sociaux et culturels**, tels qu'ils sont définis par exemple, dans la "Déclaration Universelle des Droits de l'Homme de 1948" ou la "Charte sociale européenne" (révisée en mai 1996) signée par la France le 18 octobre 1961 et entrée en vigueur le 26 février 1965. Etc. Si on mettait déjà en application les textes qui existent, cela ne serait pas si mal !

En conclusion, je dirai ceci : après les différentes victoires des forces de progrès social en Amérique latine (honneur à ces peuples et ces pays), la baffes électorale à Bush (félicitations au peuple américain), la sortie d'Aznar et Berlusconi en Europe du Sud : deux lanciers du libéralisme économique qui ont vidé les étrières, le balancier semble revenir à Gauche, durablement. En Grande Bretagne, Blair est sur la sellette depuis un moment, mais il a réussi jusqu'à maintenant à priver d'alternatives, ses concitoyens. En Allemagne, Schroeder a été désavoué, mais les allemands n'y ont gagné qu'une espèce de tragi-comédie : un gouvernement d'union nationale qui met en pratique un libéralisme pur et dur. En France, ils en rêvent de réaliser le même coup, les bien-pensants du chancre, euh ! pardon, du centre mou : il coule bien de droite à gauche, ce centre-là... Enfin, réconfortons-nous : les signaux donnés lors du référendum relatif au **TCE** et le mouvement social contre le **CPE**, ne seront ignorés ou minorés que par des crétins ! Une fenêtre s'ouvre et de l'air frais rentre... Nous, les taulards du libéralisme économique, ne ratons pas cette opportunité. Ne nous laissons pas jetés par la fenêtre, après nous être fait enfermer comme du bétail sacrificiel, mais rendons-nous maître de la prison ! D'une manière ou d'une autre, notre vie quotidienne en sera bénéficiaire : durablement, faisons-le en sorte ! Les choix de société, au final, c'est nous qui les imposons, et on a assez pris les peuples pour de la pâte à modeler...

**Jean-Jacques REY**

---

Envoi par Jean-Luc Gonneau : <http://www.la-gauche.org/>

Pour Raoul Jennar :

<http://www.urfig.org/francais-go.htm> & <Http://www.fondation-copernic.org/>

# LE PROGRAMME DU PS : DOMINE PAR LE SOCIAL-LIBERALISME

Par Raoul-Marc Jennar

Une lecture attentive de "*Réussir le changement. Le projet socialiste pour la France*" adopté par le Parti socialiste pour les échéances électorales de 2007 débouche sur un constat : ce programme est dominé par le social libéralisme. Il accompagne le modèle dominant. Il ne le change pas. Il l'ajuste. **C'est un programme d'ajustement marginal** d'un système politique, économique et social qu'on ne remet pas en cause.

Ce qui saute aux yeux à la lecture de ce document, c'est la facilité avec laquelle le PS s'accommode de la destruction du compromis social intervenu suite aux conquêtes du Front Populaire et de la Libération. Il ne remet pas en cause les avancées du néolibéralisme qui ont fait disparaître des dizaines de milliers d'emplois, qui ont appauvri la population, qui ont accentué massivement les inégalités, qui ont déstructuré le lien social et qui ont porté atteinte aux libertés fondamentales et aux valeurs républicaines : aucune remise en cause des privatisations Balladur-Juppé-Jospin; aucune remise en cause des atteintes massives au droit du travail (au motif qu'il faut « *repenser le système* »); aucune remise en cause de la réforme Aillagon qui a démantelé le statut des intermittents du spectacle ; aucune remise en cause des législations discriminatoires Pasqua-Chevènement; aucune remise en cause des lois liberticides Perben I et II; aucune remise en cause des décisions en faveur de l'enseignement privé confessionnel qui affectent la laïcité de la République; aucune remise en cause des traités et accords européens et internationaux qui ont été négociés avec l'appui des gouvernements français de droite et de gauche et qui sont à l'origine des dérégulations massives, de la précarité grandissante et des inégalités croissantes.

Sur des matières essentielles puisqu'elles conditionnent désormais les choix nationaux, le programme du PS présente un catalogue d'intentions. Il constate que « *le cours trop libéral imprimé à la construction européenne a obscurci le projet d'une intégration solidaire* » et que l'Europe « *souffre d'un déficit démocratique et social* ». Il entend « *réformer la gouvernance mondiale* » et proposera des réformes de l'ONU, de l'OMC, du FMI et de la Banque Mondiale. Il proclame « *la nécessité de combattre les effets de la mondialisation financière* ».

Convenons que ces intentions répondent à une attente justifiée, même si les propositions du PS restent bien timides (il veut que l'OMC devienne plus transparente et plus démocratique, mais il ne propose pas de lui enlever sa capacité de contraindre les États à démanteler leur Constitution, leur législation, leurs réglementations). Mais convenons également que ces objectifs s'inscrivent dans une perspective diamétralement opposée à celle inscrite dans le traité constitutionnel européen que la direction du PS a soutenu et que ses élus au Parlement européen continuent de soutenir puisqu'ils viennent, le 14 juin 2006, de rejeter un texte qui demandait le respect du choix démocratique exprimé par la France le 29 mai 2005. Dès lors, quelle confiance accorder à un parti qui formule aujourd'hui des intentions à l'opposé de ce qu'il soutenait l'an passé ?

A supposer qu'on prendrait le risque de faire confiance à des gens qui sont à l'origine de l'Acte unique européen (qui a permis de déroger à la règle de l'harmonisation et qui est la source juridique du principe du pays d'origine), qui furent les artisans du Traité de Maastricht

(qui a programmé la privatisation des services dits «du secteur marchand » : transports aériens, ferroviaires, maritimes, routiers, poste, télécommunication,...), qui ont négocié et soutiennent l'Accord Général sur le Commerce des Services de l'OMC (négocié entre 1988 et 1991, c'est-à-dire par le gouvernement Rocard), un accord contraignant qui entend imposer « *la libéralisation* [c'est-à-dire la mise en concurrence] *progressive de tous les services de tous les secteurs* », qui n'ont jamais fait valoir au FMI une position européenne en usant, par exemple, de la minorité de blocage dont disposent les Européens dans cette institution et qui, donc, n'ont jamais remis en cause la politique de conditionnalité qu'ils proposent maintenant de revoir, qui, lors de sa nomination en 2005, ont exprimé un soutien sans faille au social démocrate Pascal Lamy, l'actuel directeur général de l'OMC, une institution dont la finalité, à travers des accords contraignants, est de déréguler massivement au profit des firmes transnationales.

Il faut quand même poser une question : par quels actes concrets, par quelle procédure précise le PS entend-il engager la France dans la réalisation de ces objectifs, compte tenu des réalités juridiques actuelles, européennes et internationales ? Faute de fournir des réponses à ces questions, les intentions exprimées ne servent qu'à appâter l'électeur mal informé. De ce programme d'ajustement marginal d'un capitalisme qui a retrouvé la sauvagerie d'avant 1936, examinons la crédibilité de quelques-unes des propositions :

Le SMIC à 1.500 euros : oui, mais c'est un SMIC brut et octroyé d'ici à 2012 (« *avant la fin de la législature* », dit le texte) ! Alors que le niveau des revenus est si bas qu'il faut un SMIC net à 1.500 euros immédiatement, on propose une hausse qui ne dépassera pas la valorisation automatique. Et après ça, le PS ose écrire que son projet « *répond à l'urgence sociale* » !

La réforme de l'impôt : elle conduit à une remise en cause de la progressivité de l'impôt sur le revenu et à une remise en cause du financement mutualisé de l'assurance sociale, à sa fiscalisation et à la déresponsabilisation des entreprises dans le financement de la sécurité sociale ; la réforme que propose le PS aura pour effets que les riches paieront moins et que les entreprises déjà tellement gâtées par Jospin-Raffarin-De Villepin le seront encore davantage. C'est sans doute cela que le PS appelle « *renforcer la solidarité* » ;

Les services publics : ils seront, paraît-il, "*confortés*" Mais on ne dit pas lesquels. Ni comment. Rien n'est dit de la Poste ou de la SNCF. Rien n'est dit des activités de services où l'Etat détient encore une partie du capital (sauf EDF-GDF). On laisse le libre choix entre gestion privée et gestion publique de la distribution d'eau tout en promettant de soutenir cette dernière. Ce faisant, le PS renonce à instaurer la propriété publique de l'eau. Mais surtout, il fait comme si une véritable défense des services publics n'exigeait pas une remise en cause du droit européen actuel et donc une indispensable dénonciation par la France, des dispositions européennes qui tuent les services publics. On promet une directive cadre européenne sur les services d'intérêt général en omettant de préciser qu'une telle directive, pour protéger vraiment les services publics, réclamerait elle aussi une révision des traités existants qui n'est annoncée nulle part dans le programme socialiste. Ce qui manque dramatiquement, mais significativement dans le programme du PS, c'est l'affirmation pourtant simple d'un principe qui donne à la gauche son identité : les règles de la concurrence ne peuvent être imposées à la santé, à l'éducation, à la culture, ni aux autres activités de service qui permettent l'exercice par toutes et tous des droits collectifs fondamentaux tels qu'énumérés dans la Déclaration universelle des droits de l'Homme et le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. Le discours socialiste sur les services, c'est du trompe l'œil ;

Le PS indique qu'il veut « *privilégier les transports collectifs et économes en énergie* », mais il n'entend pas remettre en question les politiques européennes de privatisation de toutes les formes de transport ; s'il annonce une « *forte augmentation des crédits au ferroutage* » (ne sera-t-elle pas considérée par la Commission européenne comme une distorsion à la concurrence commerciale ?), il est muet sur le transport fluvial ;

Le PS promet la création d'un « *pôle financier public autour de la Caisse des Dépôts et Consignations* » sans indiquer que cela implique une renégociation des décisions adoptées en 1997 à l'OMC, avec le soutien du gouvernement Jospin, appliquant l'AGCS aux services financiers ;

Le PS annonce « *la mise en œuvre d'une politique industrielle* » sans dire comment la France va remettre en cause les pouvoirs d'une Commission européenne qui bloque la constitution de groupes industriels parce qu'elle refuse, au nom d'une conception dogmatique de la concurrence qu'on ne trouve même pas aux USA, la constitution de « *champions nationaux* » et même de « *champions européens* » ;

Le processus de Bologne, dont un des initiateurs fut Jack Lang, ouvre la voie au système américain où se juxtaposent des universités d'excellence accessibles aux étudiants de familles aisées, dont les diplômés sont très cotés, et des universités de second niveau accessibles aux étudiants de condition plus modeste dont les diplômés sont peu prisés par les employeurs. Le PS promet « *une profonde rénovation de l'Université* » sans indiquer nulle part ce qu'il entend faire du processus de Bologne décidé au niveau européen, qui organise la concurrence entre les universités et instaure ainsi une dualité contraire aux principes républicains ;

Dans le domaine de l'audio-visuel public, les intentions du PS n'abordent pas les dangers que fait courir à l'indépendance de l'information le poids grandissants des annonceurs publicitaires ; aucune proposition sur une limitation, voire une suppression de la publicité dans les stations et chaînes publiques ; quant aux industries culturelles, on aurait pu, au moins, attendre du PS qu'il s'engage à ce que la France fasse prévaloir la prééminence de la Convention de l'UNESCO sur la diversité culturelle sur les accords de l'OMC. Rien à ce propos !

Rien non plus, dans le domaine agricole, sur le vin français. Le « *projet socialiste pour la France* » ignore totalement la situation dramatique du secteur viticole qui apporte tant à la France à la fois sur le plan économique, mais également sociétal et culturel ; comme si la viticulture était en France un secteur marginal, un détail qu'un programme de gouvernement ne devrait pas aborder ! Même sur ce point, le PS a cessé d'être le parti de Jaurès. Sans doute entend-il laisser, dans ce domaine comme dans les autres, jouer la loi du marché européen et international ... ;

Lors de son congrès du Mans, le PS a rejeté le principe d'une VIe République. Le « *coup d'État permanent* » va continuer. Le PS propose quelques réformes, mais pas la modification de l'article 15 de la Constitution qui fait du Président le chef des armées, ni de l'article 52 qui lui confère le pouvoir de négocier et de ratifier les traités. Ces deux articles sont la base juridique du domaine réservé du Chef de l'État et de la présidentialisation du régime, ainsi qu'on a pu le vérifier en période de cohabitation. Sans annoncer la modification de ces deux articles, la promesse du PS d'associer le Parlement à l'élaboration de la politique étrangère et de défense n'est que du vent.

Dans ce domaine, comme pour les questions économiques et sociales, le programme du PS propose des ajustements, pas une refondation démocratique de la République qui devrait nécessairement apporter une nouvelle répartition des pouvoirs à tous les niveaux afin de privilégier les institutions les plus proches du citoyen, qui devrait mettre en place une nouvelle conception de l'exercice du pouvoir afin qu'il soit davantage collégial et surtout davantage contrôlé, qui devrait créer un statut de l' élu impliquant sa révocabilité, qui devrait garantir aux citoyens les moyens de l'information, de l'interpellation et du contrôle sur tout acte de tout pouvoir exécutif. Rien de tout cela n'est prévu par le PS.

Il y aurait encore beaucoup à dire de ce programme du PS. D'autres le feront. Mais il me paraît que ce qui précède suffit pour se faire une opinion. D'autant que ce programme ne garantit rien. Bien téméraire celui qui penserait qu'il s'agit d'une sorte de contrat entre le parti et ses électeurs. Que valent en effet les engagements du PS, quand on entend Mme Royal déclarer que ce programme, c'est seulement « *un socle avec des grandes orientations. Nous ferons des choix, nous discuterons des priorités* » ?

Ce qui domine le programme du PS, c'est la pensée de la « *deuxième gauche* », celle des Rocard-Delors-Lamy : le capitalisme a gagné, atténuons-en les effets. On ne peut qu'être d'accord avec Jean-Luc Mélenchon lorsqu'il dénonce une "*analyse complaisante du système économique mondial*" et écrit que "*le projet socialiste se démarque fortement de la critique de la mondialisation formulée par le mouvement altermondialiste et le reste de la gauche française. Il s'inscrit au contraire dans la thèse de la mondialisation heureuse.*" On ne peut qu'être d'accord avec Gérard Filoche lorsqu'il constate que ce projet, « *c'est le projet le plus droitier présenté par une direction du Ps depuis plus de dix ans ; même par rapport au projet de Lionel Jospin de 2002, il est plus droitier* ». Dans « *L'Appel pour un rassemblement antilibéral de gauche et des candidatures communes* » du 11 mai 2006, nous avons très précisément indiqué : « *Nous ne participerons pas à un gouvernement qui serait dominé par le social-libéralisme* ». Les choses sont maintenant tout à fait claires : impossible d'envisager une quelconque participation gouvernementale avec le PS ; mais beaucoup plus : impossible de conclure avec le PS, sur la base de son programme dominé par le social libéralisme, le moindre accord gouvernemental ou parlementaire. Nous devons tous en convenir.

***Raoul-Marc Jennar anime l'URFIG ([www.urfig.org](http://www.urfig.org)) et est membre du Collectif national pour des candidatures unitaires antilibérales***

---

Envoi par Jean Gonny : <http://www.alternativeunitaire2007.org/spip/>

**APPEL**  
**POUR UN RASSEMBLEMENT**  
**ANTILIBÉRAL DE GAUCHE**  
**ET DES CANDIDATURES COMMUNES**

**NOUS NE RENONCONS PAS ! IL Y A URGENCE !**

Pour que ça change vraiment, l'heure est venue de passer aux actes : **dans le cadre de l'appel national\*, près de 700 « collectifs d'initiative pour un rassemblement antilibéral de gauche et des candidatures communes » ont été créés. Nous vous proposons d'en créer un sur l'agglomération Tonnacquoise.**

En moins d'un an, à plusieurs reprises, la société française s'est insurgée contre le libéralisme, destructeur de vies et d'avenir. Le 29 mai 2005, une majorité a sanctionné les choix libéraux des élites européennes. A l'automne, la jeunesse de nombreux quartiers populaires, confrontée au chômage, à l'exclusion et aux discriminations, a manifesté sa révolte. En mars et avril de cette année, c'est par millions que jeunes et salariés se sont soulevés contre la précarité et la destruction du code du travail. Depuis, le refus de la loi sur « l'immigration jetable » s'étend. Ces séismes à répétition et les luttes appellent une réponse politique à la hauteur. Elle ne peut pas être le « réformisme de gauche » accompagnant la mondialisation capitaliste que propose la direction du Parti socialiste. Elle ne peut pas être la réédition de ces alternances sans changement profond qui se terminent inmanquablement par des désastres, comme le 21 avril 2002.

**Notre pays a besoin d'une rupture avec le cadre libéral, et non d'un aménagement de celui-ci. Ce choix, qui doit être traduit en propositions précises, correspond à l'attente de millions de femmes et d'hommes de notre pays. Il a vocation à être majoritaire au sein de la gauche, à y battre les politiques d'adaptation et de renoncement, ouvrant ainsi la voie à un changement politique et social profond.**

Nous affirmons que seule une union de toutes les énergies anti-libérales autour d'un projet commun, seules les candidatures communes anti-libérales de gauche aux élections présidentielle et législatives peuvent ouvrir à une authentique alternative.

## **NOUS NE RENONCONS PAS A EVITER LA DISPERSION DES CANDIDATURES**

Les obstacles à l'unité peuvent être levés si la volonté politique prévaut. Nous nous battons pour gagner. Nous voulons en finir avec le pouvoir de la droite, en finir durablement avec une politique dont le pays fait les frais depuis trop longtemps. C'est pourquoi nous avons l'ambition de changer en profondeur la donne politique, de bouleverser le rapport de forces à gauche. Nous voulons construire une forte dynamique populaire et citoyenne, œuvrer ainsi à l'essor des mobilisations sociales, avec l'objectif d'une majorité et d'un gouvernement qui applique une politique au service du peuple. Une politique en rupture avec le libéralisme, opérant des choix respectueux du futur de la planète et des humains qui y vivent. Notre campagne commune aux élections présidentielle et législatives devra s'inspirer de celle menée pour le rejet du traité constitutionnel européen. C'est la même dynamique unitaire que nous devons donner à voir dans les entreprises, les quartiers, les meetings, les médias. Cette campagne devra être portée par les différentes sensibilités engagées dans le processus et ensemble, partout, par les milliers de citoyens qui s'y retrouveront. Un tel cadre collectif permettra d'échapper à la dérive présidentialisée encouragée par les institutions et de désigner celle ou celui qui symbolisera le mieux notre unité à l'élection présidentielle. Le temps est venu de concrétiser. Nous proposons la création d'un collectif national

d'initiative permettant de discuter de toutes les questions auxquelles ce rassemblement devra répondre, de lever les derniers obstacles et de concrétiser cette campagne. Nous convions toutes les forces, courants, sensibilités de la gauche anti-libérale, féministe, écologiste, citoyenne à être partie prenante de ce collectif qui ne sera pas un cartel figé et restera ouvert. Nous invitons toutes celles et ceux qui partagent notre objectif à créer partout de tels collectifs d'initiative, unitaires et populaires.

Il nous appartient de délivrer ensemble un message d'espoir. Le temps presse. Le défi doit être relevé.

*NOM & Prénom                      Adresse                      Courriel                      Signature*

\* Nous tenons à votre disposition le texte complet de l'appel national, consultable sur le site : <http://www.alternativeunitaire2007.org/spip/>

---

Envoi par Gilles Delcuse : <http://destroublesdecetemps.free.fr/index.htm>

## **Pourquoi je ne vous soutiendrai pas**

Bonjour Clémentine Autain,

et bien, voilà, en fait, je ne vous soutiendrai pas. Non parce que j'ai quoique ce soit de particulier contre vos idées, mais parce que je ne soutiens personne, aucune idée qu'incarne un individu ou un groupe d'individu. Et je vous le dis, à vous, parce que vous représentez cette nouvelle génération qui ne manquez ni de talent, ni d'ambition, c'est-à-dire ce que je cherche, justement, personnellement, à éviter le plus possible.

Votre programme est peut-être intéressant. Mais, c'est un programme. Et moi, je ne veux aucun programme, de personne. Qu'aurais-je à faire de votre programme, sinon lui obéir sitôt en application. Pourquoi devrais-je m'en remettre à vos soins pour gérer ma vie ? C'est ça qui va pas. Ce qui va pas, c'est qu'il y a toujours quelqu'un pour se proclamer investi des capacités à gérer la vie des gens. Mais, c'est une vue de l'esprit. Personne n'a le mode d'emploi d'une vie qui conviendrait à tous. La vie n'est pas un programme.

Depuis toujours, les représentants ont confisqué la volonté des gens, et l'ont retournée à leur fin. Tous. Parce que c'est l'essence même d'un pouvoir. Il n'y a pas de pouvoir d'une population, mais seulement celui d'un groupe d'individus, qui se met au service de ses propres idées, et non à l'écouter de la population. Et d'abord, parce qu'une population,

ça n'existe pas. C'est une catégorie sociologique sans fondement réel, qui s'appuie sur des lieux communs artificiels. D'ailleurs, tout cela, vous le savez très bien. Je ne vous apprends rien. Ce n'est d'ailleurs pas mon intention.

J'évite le talent qui cherche à se faire remarquer par ses dispositions. Le talent, c'est aux autres de l'accorder, pas à soi de le mettre en avant. Or, se présenter devant les divers médias serviles, c'est se mettre en avant, quoiqu'on dise d'essentiel par ailleurs. C'était l'erreur de José Bové, que je récusé pour cette essentielle raison. Les médias sont un instrument au service d'un monde que je méprise. Et je le méprise parce qu'il est féroce et mortifère et mensonger.

Il y a tout à revoir. Tout. Absolument tout. Il ne s'agit pas d'améliorer l'existence servile et morbide, mais de tout mettre à plat. Il ne s'agit pas d'aménager je ne sais quelle misérable problème, qui finit par se montrer pour ce qu'il est, faire passer une pilule, mais de tout arrêter. Arrêter cette machine infernale qui conduit l'humanité à sa perte. Et l'arrêt brutal de la machine commence par la critique fondamentale de l'organisation des rapports humains. Cette organisation, c'est ce qui s'appelle le travail. Il faut cesser avec la grille d'interprétation marxienne des rapports humains, dont s'est emparé l'ensemble des représentants politiques, et des économistes.

Evidemment, ce que je suggère là, n'est rien moins qu'une révolution, dans son sens exact, qui est de faire le tour de toutes les questions et de les mettre à plat. De tout revoir entièrement. Parce que rien ne va.

Je n'ai pas besoin d'un chef, ni d'un représentant, mais d'être libre, dans le sens réel de ce mot, sens philosophique, et non dans son acceptation actuelle, qui n'est qu'une liberté de pacotille qui réduit la vie à un vaudeville.

Naturellement, il m'est impossible, par un mèl, de pouvoir m'expliquer avec argument et démonstration. Je pourrais aussi vous inviter à lire ce que j'écris sur mon site. Mais, ça ne convient pas. Parce que je suis extrêmement en colère, profondément révolté. Parce que ma vie n'est rien, tout simplement. Et ce "**rien**" fait tout le contenu de ma révolte, et la raison pour laquelle je ne vous soutiendrai pas, pas plus que je ne soutiendrai quiconque.

Je récusé le spectacle de la démocratie, et son système électoral biaisé. Et c'est à vous et votre formation politique que j'adresse mon refus parce que, malgré la fausseté du langage démocratique, dont vous n'êtes certes pas responsable, je vous crois parmi les mieux placés sur l'échiquier de l'existence, sans doute arbitrairement, non pour admettre mes propos, mais au moins, pour les comprendre ; peut-être parce que je vous trouve une honnêteté qui fait trop visiblement défaut aux autres prestataires de service démocratique...

Si Dieudonné, pour qui j'ai la plus grande estime, n'avait pas été tristement censuré, c'est à lui que j'aurais destiné ces propos.

**Comprendre qu'à force d'être traité comme un sous-homme (je suis rmiste), la confiance est perdu. Chez moi, elle l'est définitivement.**

Bien à vous.

## Gilles DELCUSE

*P.S.: Sachez que si vous m'écrivez, je vous répondrais courtoisement. L'insulte ne fait pas parti de mon vocabulaire habituel.*

---

Envoi par Guy Crequie : <http://guy.crequie.perso.orange.fr/> & <http://guycrequie.blogspot.com/>

### **VIOLENCES ET JEUNESSE**

**Je ne suis pas de ceux qui veulent ignorer les apports de l'histoire. Ainsi les recherches concernant le rôle et l'image laissés par Héraclès sur les consciences sont importantes si elles nous aident à mieux percevoir les défis du présent. Il y faut une certaine sagesse, voir le sens de l'histoire, et non le détail qui divise plus qu'il ne rassemble...**

**A propos de la réalité de l'holocauste et des horreurs du stalinisme, notre pays a connu les théories négationnistes et révisionnistes et je reste un fervent adepte de l'éclairage de l'histoire. Exemple :à propos de l'Islam aujourd'hui, parfois abusivement assimilée au fanatisme,le recours à l'histoire est une aide à la compréhension des enjeux et au rôle du dialogue**

**Cependant, comme la philosophie a une fonction critique qui lui est essentielle et qu'elle est faite pour fonctionner sur des connaissances établies en dehors d'elle, je m'intéresse déjà aux phénomènes contemporains.**

**Les récentes statistiques pour mon pays révèlent que plus de 26.000 jeunes mineurs ont été interpellés en 2005 pour des agressions contre des personnes et ou des biens. C'est une infime réalité sachant que les auteurs de divers actes délictueux ne sont pas arrêtés ou retrouvés. Et cependant, ce chiffre fait réfléchir.**

**Le malaise de la jeunesse il me semble, est bien une question qui relève de l'harmonie et du combat de la paix pour le dialogue entre générations et civilisations.**

**Le passage à l'acte traduit l'immense détresse d'une partie de notre jeunesse, laquelle, parfois par jeu ou par haine, est capable de délits qui peuvent aller jusqu'à mettre en jeu la vie de personnes. Il en a été ainsi par exemple de cette personne qui a été**

gravement brûlée lors de l'incendie volontaire d'un autobus à Marseille.

Depuis les études faites sur l'incarcération par le philosophe Michel FOUCAULT, nous savons que l'incarcération n'est pas la réponse adaptée à une crise identitaire provoquée ou résultant par ce que j'appelle une maladie sociale. Pour autant, pédagogiquement, le délinquant doit apprendre à connaître le verdict de la sanction.

L'impunité, n'est pas un facteur de justice sociale, ni un élément de la paix sociale et de l'harmonie entre cultures, et générations.

Il est cette vérification de trois sortes de situation psychologique qui ont leurs incidences sur les crises sociales et identitaires :

- **La dépression** : = je n'y arrive pas, c'est le repli, la souffrance intérieure, qui peut aller jusqu'au suicide = cet acte de la finitude manquée selon le philosophe dominicain Jean –Yves JOLIF.

- **La psychopathie** : = chacun pour soi, tant pis pour les autres.

- **La paranoïa** : = je suis, nous sommes, la victime d'autres (les persécuteurs) qui sont identifiés selon les circonstances comme par exemple : Les Américains, les juifs, l'occident chrétien.....Et au plan local, tout ce qui est institutionnel : la justice, la police, les pompiers, les enseignants, l'école, .....

L'être humain n'est pas que rationnel, il a des pulsions qui, dans des situations sociales et identitaires difficiles, entretenues par des intégrismes divers, peuvent aller jusqu'à la folie meurtrière.

Pour avancer sur ces questions, je me prononce pour la mise en œuvre de ce que j'appelle les 3 R : Règlement, réparation, reconstruction. Cette méthode concilie la réponse adaptée de la sanction sans humilier et de la reconstruction possible.

**-REGLEMENT** : il faut sortir le délinquant du lieu du délit et de ses habitants. Rien n'est plus décourageant que de retrouver l'agresseur impuni quelques jours plus tard cette réalité nourrit les rancœurs, nuit à l'esprit civique.... Elle ne peut qu'encourager à la récidive, face à l'impuissance des institutions ou à la loi du casseur qui s'impose.

**-REPARATION** : Il y faut une sanction, par exemple, pourquoi ne pas encadrer un jeune dans un garage à apprendre le travail de la réparation automobile si les violences contre les véhicules sont son domaine de prédilection ?

**-RECONSTRUCTION** : l'objectif, n'est pas celui d'humilier le jeune qui a des dizaines d'années encore à passer en société, mais de l'aider à se reconstruire en lui apprenant le respect, tout en lui inculquant des valeurs professionnelles et de conscience.

© **Guy CREQUIE**,  
Poète et écrivain français  
Blog <http://guycrequie.blogspot.com>

---

Ceci est de la libre expression, n'hésitez pas à dire stop ou encore !

Jean-Jacques Rey

sites Internet : [www.jj-pat-rey.com](http://www.jj-pat-rey.com)

<http://perso.orange.fr/j-j.rey-feuxdelamer/index.html>